



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : http://www.fo-fonctionnaires.fr

Communiqué de presse

Casse généralisée des services de l'Etat...rien ne change ?

Après la note du Premier ministre du 1^{er} août dernier à destination des ministres accentuant la réforme de l'Etat, puis la note du 14 septembre du Conseil général du Haut-Rhin dans le cadre de l'expérimentation du Conseil d'Alsace, voici le Rapport sur la RGPP.

1^{er} constat : la casse puis la disparition des services de l'Etat continuent leur sinistre chemin !

2^{ème} constat : les fonctionnaires restent toujours une variable d'ajustement budgétaire !

Dès le 1^{er} août, le Premier ministre donnait des directives pour un acte 2 de la RéATE, alors que :

- ce dossier n'avait pas du tout été évoqué lors de la grande conférence sociale de juillet 2012
- le rapport sur le bilan de la RGPP n'était pas encore rédigé puisque les organisations syndicales étaient à ce moment-là en phase de consultation.

Au-delà des expérimentations lancées en catimini par les services du Premier ministre en Midi-Pyrénées et en Bretagne, ce courrier du 1^{er} août va bien plus loin avec la perspective clairement annoncée des missions que l'Etat ne seraient plus en mesure d'effectuer, faute de moyens. L'avenir des DDI et des préfectures (et sous-préfectures), considérées comme non-prioritaires, est remis en cause.

Le Conseil général du Haut-Rhin, dans le cadre de l'expérimentation du Conseil d'Alsace, va bien plus loin. Le Conseil d'Alsace, n'ayant pourtant aucune existence légale, se propose déjà de se répartir les missions de l'Etat sur le plan des routes, de la santé, etc.

Sans hésiter certains dépècent les services de l'Etat avec le soutien ou l'immobilisme calculé du gouvernement.

En affaiblissant l'Etat et son rôle fondateur d'égalité sur l'ensemble du territoire au profit d'une régionalisation accrue, la France amorcerait, sans aucune consultation, un tournant qui pourrait être catastrophique.

Pour la FGF-FO, la république doit rester une et indivisible. Elle ne doit pas se transformer en un état fédéral soumis aux décisions et autorités européennes.

Sinon, demain nous aurons, de fait, des régions « riches » et des régions « pauvres », et de nombreux citoyens ne pourront plus compter sur les services publics de l'Etat garants de l'égalité et de la cohésion sociale.

Le rapport sur la RGPP a été publié hier. Malgré toutes les critiques reconnues de cette Réforme de l'Etat, celui-ci remet simplement en cause la méthode utilisée pour asséner la RGPP mais pas le fond. Pire ! Alors que le gouvernement annonçait la fin de la RGPP, les rapporteurs proposent de mettre en œuvre les 311 mesures (sur 503) non abouties.

Pour FORCE OUVRIERE, la RGPP n'est donc pas stoppée, les fonctionnaires et agents publics en subissent les effets néfastes au quotidien. Nous restons fortement opposés à la dégradation des conditions de travail des agents avec les conséquences déjà constatées sur leur santé.

Les suppressions d'emplois, la politique salariale avec le gel du point d'indice, l'application du jour de carence, le blocage des carrières, etc..., ne peuvent qu'accroître le sentiment des agents de ne pas être considérés à la hauteur de leur engagement et de leur sens du service public au quotidien.

La présentation de la Loi de Finances pour 2013 sera un élément déterminant pour les fonctionnaires et agents publics. Nous saurons alors si « le changement c'est maintenant » !

PARIS, le 26 septembre 2012